

6 MAI 1871

575

363

E 13 (B) 72

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Confidentiel

Florence, 6 mai 1871

A l'occasion du dernier dîner au Palais Royal, je fus entouré par plusieurs Ministres, entr'autres Lanza, Castagnola, Correnti, qui m'informèrent que dans un Conseil des Ministres on avait décidé de pousser l'affaire du St-Gothard, à la condition pourtant que l'Italie puisse mettre à compte des subsides auxquels elle s'est engagée, les machines, outils et instruments de la propriété de l'Etat qui ont servi à la percée du Mont-Cenis. En même temps, ils recommandèrent le personnel employé aux travaux du Mont-Cenis comme propre à donner une garantie de bonne exécution. Ils ajoutèrent qu'on en aurait donné communication au Conseil Fédéral par l'entremise de M. Melegari et exprimèrent l'espoir que si le Conseil Fédéral venait à m'interpeller, j'aurais bien voulu appuyer leurs demandes.

Je répondis que si la cession devait se borner aux machines et instruments qui pourraient rendre encore des services réels au percement du Gothard, et d'après l'estimation qu'en auraient faite des experts communs, je n'aurais pas manqué d'appuyer une telle équitable combinaison, le cas échéant; et quant au personnel, je pensais qu'il était de l'intérêt de l'entreprise de s'en servir.

Mais n'ayant jamais rien reçu de Votre part, je sus, à mon retour du Tessin, que les Ministres, renonçant à la voie diplomatique, ont cru pouvoir mieux atteindre leur but en traitant directement avec le comité du St-Gothard qui envoya ici, dans les premiers jours d'Avril, Monsieur de Gonzenbach.

J'avoue que le brusque procédé du Ministre Sella doit paraître quelque peu étrange et que je ne suis pas étonné de l'impression peu favorable qu'il a produite en Suisse, où les circonstances qui peuvent l'expliquer n'y sont pas assez connues, et par conséquent n'y peuvent pas être convenablement appréciées.

L'opinion publique en Italie se confirme de plus en plus que la somme de 45.000.000 de francs pour laquelle elle s'est engagée à participer à l'entreprise est beaucoup trop forte, et tout à fait hors de proportion avec les sommes auxquelles se sont engagées la Suisse et l'Allemagne qui ont un intérêt égal ou supérieur à celui de l'Italie à la construction du chemin de fer par le Gothard. On comprend que cet argument a du poids, surtout dans la situation actuelle des finances italiennes. Dès lors, on comprendra aussi que le Gouvernement Italien cherche quelque compensation qui d'un côté lui fournirait des facilités pour le paiement des subsides, et de l'autre le mettrait à même de pouvoir garantir du succès de l'entreprise en confiant la direction des travaux du tunnel du St-Gothard à M. Grattoni, ce qui aurait en même temps l'avantage de satisfaire l'amour propre national des Italiens.

Les difficultés contre lesquelles on a à lutter au sein du Parlement sont sérieuses.

Le Ministère Menabrea qui a fait la Convention est tombé quelques mois après l'avoir signée. Si Monsieur Correnti a été appelé à faire parti du nouveau Minis-

tère, entrèrent avec lui, au Ministère des Affaires Etrangères, M. Visconti-Venosta, adversaire déclaré, et au Ministère des Travaux Publics, M. Gadda, lui aussi ancien Splugiste. Les deux se rangèrent par devoir, mais leur inertie, surtout du premier, ne manqua pas de se faire sentir en maintes occasions.

La gauche, qui dans la dernière session força la main au Ministère et l'obligea à présenter le projet de loi, n'est plus dans les mêmes dispositions. Comme membres de l'opposition, il y en a qui étaient favorables au Gothard par la raison qu'ils croyaient que le Gouvernement était contraire; par la même raison, ils se prononcèrent contre s'ils voient que le Gouvernement est réellement pour. Plusieurs entre les Députés méridionaux ont déclaré ne vouloir voter un centime pour le St-Gothard, avant que leurs réseaux de chemin de fer et même de routes ordinaires ne soient achevés.

Une partie des Députés de la Toscane trouve que l'Italie n'est pas en condition de dépenser de l'argent pour le percement du Gothard, et que le Mont-Cenis et le Brenner suffisent aux besoins.

Les Vénitiens sont ou indifférents ou contraires.

Le Ministère se trouve donc dans la nécessité de travailler pour faire disparaître autant que possible ces éléments d'opposition. Il espère gagner les Méridionaux en leur donnant encore des subsides pour leurs réseaux Calabro-Siciliens, les Vénitiens, en leur accordant la ligne de la Ponteba pour concourir à la ligne Autrichienne du Prédiel.

Gênes et toute la Haute Italie tiendraient à la chose en elle-même et aux mouvements de capitaux et d'industrie auxquels donnera lieu une participation proportionnelle à l'affaire.

Voilà, je crois, le véritable aspect sous lequel il faut voir la chose. Messieurs Sella et ses collègues sont trop au-dessus des soupçons pour qu'on puisse de certaines apparences inférer à certaines conséquences vulgaires. D'ailleurs tout a été fait avec la plus grande publicité.

On attend ici le retour de M. de Gonzenbach et il n'y a pas de temps à perdre. Dans un mois, tout au plus, tout sera dit à Florence, et il faudra pour reprendre les affaires attendre la réouverture du Parlement à Rome qui, à part quelques séances de parade, ne peut avoir lieu à cause de la *malaria*, sinon vers la fin de l'automne.

Je crois qu'il faudrait, tant qu'on peut, user de facilités au Gouvernement Italien qui est réellement dans une des positions les plus difficiles, en patronnant un ouvrage gigantesque hors de son territoire, en attendant que ses finances sont aux abois [*sic*], et qu'il n'y a presque plus moyen de lever les impôts.